



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

UKRAINE

STRATEGIE-PAYS

(En vigueur en date de 2009)

**L'ACDI procède à une revue de
toutes les stratégies-pays
périodiquement et peut les
modifier pour refléter l'évolution
des priorités ou des
circonstances dans les pays.**

Agence canadienne de développement international
200, promenade du Portage
Gatineau (Québec)
K1A 0G4

Tél. : (819) 997-5006

Sans frais : 1-800-230-6349

Télécopieur : (819) 953-6088

(Pour les malentendants et les personnes atteintes
de troubles de la parole (ATS) seulement: (819) 953-5023

Sans frais pour les malentendants et les personnes atteintes
de troubles de la parole (ATS) seulement : 1-800-331-5018)

Courriel : info@acdi-cida.gc.ca

Canada 

1. Contexte du développement dans le pays

Contexte actuel

- L'Ukraine, qui était autrefois le grenier de l'Union soviétique, est située entre la Russie et l'Occident. Elle est le deuxième pays d'Europe en superficie et compte plus de 46 millions d'habitants. Son indice de développement humain (IDH) est de 82 sur 179. Le seuil de pauvreté absolue en Ukraine est évalué à 4,30 \$US par jour par opposition au seuil habituel de 1,25 \$US par jour. Cette mesure tient compte de la rigueur des hivers, des coûts énergétiques élevés et des coûts considérables pour se loger, se chauffer, s'habiller et se nourrir. Selon cette méthode, le taux de pauvreté absolue est évalué à 11 % plutôt qu'à moins de 1 %. L'Ukraine mesure également la pauvreté relative grâce à une combinaison de 12 critères et à la comparaison du revenu total d'une personne au revenu de la population en général. Selon cette méthode, 28 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et cette proportion grimpe à 40 % dans les régions rurales. L'égalité entre les sexes et l'environnement sont les deux seuls domaines dans lesquels l'Ukraine n'a pas atteint les OMD. Le pays n'est pas dépendant de l'aide dans la mesure où l'aide des donateurs représente seulement 2 % de son PIB.
- En 2008, les exportations canadiennes vers l'Ukraine ont totalisé plus de 229 millions de dollars et les importations canadiennes provenant d'Ukraine, à peine plus de 201 millions de dollars.
- En tant que jeune démocratie multipartite, l'Ukraine transforme actuellement son système politique très centralisé et bureaucratique, tout en cherchant à approfondir son intégration à l'économie de marché mondiale. On assiste à un essor de la liberté politique, au relâchement de l'emprise de l'État sur les médias et à l'émergence d'un débat national dynamique. Le pays est stable à l'interne et s'efforce de devenir un modèle de transformation démocratique et de stabilité en Europe centrale et orientale.
- Selon l'Indice de perception de la corruption 2008 de Transparency International, l'Ukraine arrivait au 134^e rang parmi 180 pays, ce qui la situe parmi les États les plus corrompus d'Europe.
- L'économie ukrainienne qui a connu sept épisodes de pénurie de liquidité et une dépréciation monétaire graves figure parmi les économies de l'Europe orientale ayant les plus souffert de la crise financière mondiale. Ces problèmes proviennent de la croissance du crédit sans l'analyse du crédit nécessaire de la part des banques et de l'augmentation des emprunts étrangers, le tout aggravé par la chute des prix mondiaux des métaux et l'augmentation du prix des importations de gaz russe.
- En octobre 2008, l'Ukraine a conclu un accord avec le Fonds monétaire international pour contracter un prêt de 16,5 milliards de dollars américains visant à aider le pays à stabiliser son système financier. L'accord exige que le gouvernement équilibre son budget, et limite ainsi sa capacité à compenser les effets d'une économie ralentie. Avec un PIB réel susceptible de baisser de plus de 10 % au dernier trimestre de 2009, le gouvernement se tourne vers une variété de sources d'aide financière pour l'aider à couvrir son déficit budgétaire prévu et à limiter les coupures dans les programmes sociaux.

Contexte lié à l'efficacité de l'aide

- L'Ukraine a signé la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Depuis 2006, sous la direction conjointe de différents donateurs et ministres du gouvernement ukrainien, plusieurs groupes de travail donateur-gouvernement de haut niveau et plus de 20 sous-groupes sectoriels ont été mis en place. Un rapport du PNUD sur l'efficacité de l'aide, publié en 2007 et cofinancé par l'ACDI, a révélé plusieurs lacunes dans le système de coordination des bailleurs de fonds, liées à la capacité limitée en matière de personnel dans les ministères responsables de cette coordination, aux insuffisances de la gestion financière publique et à la complexité de la législation nationale sur la coordination de l'aide extérieure.
- L'ACDI continuera de renforcer la capacité ukrainienne à participer à la coordination des bailleurs de fonds en favorisant la surveillance conjointe des projets et en examinant l'appui budgétaire avec les autres donateurs. L'ACDI dirige le groupe de travail donateur-gouvernement sur la réforme de la fonction publique et participe activement aux groupes de travail sur l'agriculture, le développement du secteur privé, la primauté du droit et la lutte contre la corruption.
- La Commission européenne est le plus important donateur multilatéral de l'Ukraine et axe ses efforts sur la gouvernance et le développement du secteur privé. Le Canada est le quatrième donateur bilatéral en importance de l'Ukraine après les États-Unis, l'Allemagne et la Suède. Les trois autres donateurs bilatéraux s'intéressent à la gouvernance, au développement du secteur privé, à la santé, à l'éducation et à l'énergie. Le Canada est réputé être un partenaire de confiance en matière de gouvernance et de développement du secteur privé et est devenu un chef de file en matière de renforcement des capacités

Stratégie-pays 2009 UKRAINE

et de transfert des pratiques exemplaires, imité aujourd'hui par d'autres donateurs¹. En collaboration avec le ministère ukrainien de la Fonction publique et en vue de réformer la gestion des ressources humaines de la fonction publique de l'Ukraine, l'ACDI a assuré un leadership efficace pour aider le gouvernement ukrainien à élaborer un cadre de gestion des ressources humaines, utilisé aujourd'hui comme modèle pour l'aide des donateurs dans ce domaine. En collaboration avec la Commission de la fonction publique du Canada, l'ACDI a créé des possibilités mondiales de réseautage pour le gouvernement ukrainien.

2. Besoins prioritaires et valeur ajoutée de l'action du Canada

- Le plan d'action UE-Ukraine et le propre programme de l'Ukraine en matière d'OMD forment le plan de développement national du pays. Ces documents donnent un aperçu des principaux objectifs de réforme du pays et traitent de l'importance de créer des emplois de manière effective et de prendre des mesures pour réduire la pauvreté conformément aux normes internationales de protection des droits de la personne. Comme les deux pays l'ont réitéré en 2008 dans une déclaration commune à l'occasion de la visite du président Yushchenko au Canada, l'Ukraine et le Canada entretiennent des liens particuliers et le Canada continuera d'appuyer les efforts de l'Ukraine pour s'intégrer à l'économie mondiale et améliorer sa gouvernance.
- **Croissance économique et durabilité** : La crise financière a eu un impact négatif sur l'Ukraine ce qui a notamment fait augmenter le chômage et la pauvreté.
- **Gouvernance démocratique** : L'ACDI est un partenaire réputé et respecté dans les domaines de l'indépendance judiciaire, de la gestion des tribunaux, de l'administration de la fonction publique et de la responsabilité gouvernementale.
- **Développement humain** : La représentation des femmes parmi les décisionnaires doit augmenter et la discrimination sur le marché du travail, disparaître. La crise financière aura des répercussions importantes sur les femmes, en particulier dans les régions rurales où les femmes sont responsables d'une grande partie de la production agricole et où le niveau de vie peut être jusqu'à 10 fois moins élevé que dans les régions urbaines. Le Canada jouera un rôle proactif dans la promotion de l'égalité entre les sexes en Ukraine et continuera de s'assurer que l'égalité des sexes est intégrée de manière effective dans l'ensemble des initiatives.
- La consommation d'énergie par unité de PIB de l'Ukraine est beaucoup plus élevée que celle des pays de l'Europe occidentale. Bien que l'Ukraine ait réalisé des progrès en élaborant un cadre juridique complet pour protéger l'environnement, le pays doit renforcer ses efforts pour améliorer la salubrité de l'eau, stabiliser la pollution de l'air et développer les zones protégées. Le Programme a préparé une évaluation environnementale stratégique détaillée, dont les recommandations seront mises en œuvre et les progrès de cette mise en œuvre, surveillés.

3. Orientation stratégique

- L'objectif ultime du programme de l'ACDI en Ukraine consiste à améliorer les perspectives économiques dans une démocratie renforcée. Pour mettre en place une économie de marché qui fonctionne bien, l'Ukraine doit disposer d'une base institutionnelle solide, fondée sur la primauté du droit, la protection des droits de propriété, la durabilité de l'environnement, le caractère exécutoire des contrats et une administration publique transparente et efficace. En contrepartie, un secteur privé florissant assure des flux de rentrées de fonds prévisibles au profit des institutions et des services publics.
- En consultation avec les intervenants clés et en tenant compte des perspectives des démunis, le Cadre de programmation-pays 2008-2013 (CPP) sera centré sur le développement du secteur privé et la gouvernance démocratique comme moyens pour résoudre les problèmes de productivité et de rendement économique. Ce cadre se conforme à la stratégie présentée en 2008.
- **Priorités thématiques du gouvernement canadien** : Le CPP 2008-2013 est conforme au plan d'action UE-Ukraine et est entièrement aligné sur les trois priorités thématiques du gouvernement.

¹ Par exemple, le Canada a été le premier à élaborer des tribunaux modèles, en étudiant l'idée de séparer les fonctions d'administration des tribunaux des fonctions judiciaires et en modernisant l'administration des tribunaux. D'autres donateurs ont poursuivi notre travail novateur, notamment l'USAID et la Commission européenne, qui utilisent la méthode de tribunal modèle et le code de déontologie judiciaire élaborés dans le cadre des projets canadiens.

Stratégie-pays 2009 UKRAINE

- **Croissance économique** : L'ACDI soutient la croissance économique au moyen du développement du secteur privé dans le but d'améliorer l'environnement favorable aux entreprises et de renforcer l'esprit d'entreprise. Les négociations de l'Ukraine pour un accord de libre échange avec l'UE font ressortir le besoin d'améliorer le climat commercial et la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME). Pour contrer les effets de la crise économique et financière, l'ACDI mettra l'accent sur un environnement favorable (politiques monétaires, surveillance du secteur financier, réorganisation des banques) afin de restaurer la confiance dans les institutions financières et sur l'entreprenariat au moyen de la diversification des compétences et d'un accès accru des PME au crédit pour régler les problèmes liés à l'augmentation du chômage et aux pénuries de liquidité.
- Le Programme soutient également la croissance économique au moyen d'interventions visant à renforcer la primauté du droit et la responsabilité des institutions publiques. En s'appuyant sur des investissements passés, une attention accrue sera portée sur les réformes du système judiciaire et de la fonction publique, la gouvernance locale, les pratiques et les processus électoraux. Pour protéger les droits et les intérêts des entreprises, les programmes favorisant la primauté du droit seront axés sur les tribunaux commerciaux ainsi que sur d'autres tribunaux impliqués dans des affaires liés au commerce et aux entreprises.
- **Sécurité alimentaire** : Compte tenu de la position solide de l'Ukraine pour contribuer à la résolution de la crise mondiale de sécurité alimentaire, le Programme appuie la sécurité alimentaire par l'intermédiaire du développement du secteur privé, mais également en concentrant davantage d'efforts sur les programmes d'agriculture durable. Le gouvernement ukrainien accueille favorablement les initiatives de l'ACDI dans le domaine de l'agriculture comme moyen de lutter contre la pauvreté rurale, d'autant plus que peu de donateurs ciblent ce domaine. L'accent sera mis sur l'augmentation des exportations nettes de grains et la sélection des produits, et l'utilisation de pratiques et de normes écologiques sera encouragée.
- **Enfants et jeunes** : Reconnaisant l'importance de protéger les droits des enfants, l'ACDI offrira une formation au personnel juridique et aux fonctionnaires sur les questions liées aux services, à la réadaptation et au soutien des jeunes Ukrainiens présentant des risques.
- **Consultations** : Ces deux dernières années, le personnel sur le terrain à Kiev et le personnel responsable des programmes à l'administration centrale de l'ACDI ont organisé un éventail de réunions concernant le renouvellement de la stratégie des programmes de développement du pays et la poursuite des efforts sur le développement du secteur privé et la gouvernance démocratique. Des discussions ont eu lieu en Ukraine avec des partenaires gouvernementaux nationaux, des donateurs internationaux et des organisations de la société civile représentant les agriculteurs, les entrepreneurs, les parents et les professeurs – pour ne citer qu'eux. Au Canada, le Programme organise des réunions régulièrement avec le Congrès des Ukrainiens et le Conseil consultatif Canada-Ukraine. Ce dialogue continu a permis de confirmer que l'orientation de l'ACDI était appropriée dans le contexte actuel de l'Ukraine.
- **Faits marquants des dernières réalisations** : Le projet Coopération judiciaire Canada-Ukraine a obtenu plusieurs résultats importants, y compris la réduction du temps de prise de décision judiciaire de 30 % à 50 % dans un tribunal modèle; l'automatisation de la gestion des cas et la simplification des processus judiciaires; l'introduction d'une nouvelle méthode d'éducation fondée sur les compétences au sein de l'Académie des magistrats d'Ukraine; et la publication d'un carnet de référence sur l'égalité des sexes, première publication à l'intention du personnel des tribunaux expliquant les prescriptions ukrainiennes en matière d'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes.
- Dans le cadre du projet Développement régional et gouvernance, 2 000 fonctionnaires et membres de la société civile ont acquis de nouvelles compétences en planification stratégique; deux gouvernements régionaux travaillent actuellement à l'élaboration de leur premier plan de développement régional participatif et consultent 250 groupes de la société civile et 25 000 citoyens.
- Dans le cadre de la phase II du projet sur la sécurité du grain, onze laboratoires régionaux responsables du contrôle de la qualité du blé devraient être certifiés. Quatre laboratoires régionaux ont terminé la première phase de la certification ISO/IEC 17025 tandis que les sept autres devraient terminer cette étape d'ici mai 2009. Une fois que ces laboratoires auront été certifiés, ils pourront accroître considérablement la transparence du système de classement des grains et ils permettront à l'Ukraine de jouer un rôle plus important dans la recherche de solutions à la crise alimentaire mondiale.

4. Plan de programmation de l'ACDI

- Les futures initiatives du Programme seront centrées sur cinq des 25 régions ukrainiennes (Lviv, Ivano-Frankivsk, Zaporizhzhya, Dnipropetrovsk et la République autonome de Crimée) et appuieront principalement les programmes directifs dans le domaine du développement du secteur privé et les programmes réactifs dans le domaine de la gouvernance démocratique, étant donné l'approche fondée sur les partenariats suivie dans ce dernier secteur. Une attention spéciale sera accordée à l'égalité entre les sexes et la durabilité de l'environnement en tant que thèmes transversaux.
- Le Programme pour l'Ukraine adopte une approche intégrée concernant les différents modes de prestation, étant donné l'histoire de la division Europe. Le Programme pour l'Ukraine a établi des partenariats solides avec des organisations régionales telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et avec des organisations canadiennes telles que le Service d'assistance canadienne aux organismes (SACO).
- Le **Programme régional de l'Europe**, qui demeurera opérationnel jusqu'en 2012 (conformément à la proposition de l'ébauche de la stratégie régionale), continuera de compléter les programmes bilatéraux et poursuivra ses activités en lien avec les questions transfrontalières telles que l'environnement et la traite des personnes.
- La **Direction générale des partenariats avec les Canadiens** : En 2007-2008, la Direction générale des partenariats avec les Canadiens a décaissé 0,6 million de dollars en Ukraine, principalement dans les domaines du développement du secteur privé, de la santé et de l'éducation. Parmi les partenaires figuraient Jeunesse Canada Monde, Intelcan Technosystems Inc. et Marid Industries Ltd. Pour assurer l'efficacité de l'aide, le Programme pour l'Ukraine et la Direction générale des partenariats avec les Canadiens chercheront à ce que leurs interventions se complètent.
- La **Direction générale des programmes multilatéraux et mondiaux** : En 2007-2008, l'ACDI a donné environ 2 millions de dollars en Ukraine sous forme de financement de base, principalement par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et de l'UNICEF, en complément des programmes bilatéraux.
- Le Programme pour l'Ukraine s'est également engagé bilatéralement avec d'autres partenaires internationaux, tels que le Fonds monétaire international, la Société financière internationale et le Programme des Nations Unies pour le développement.

5. Détermination des résultats et des risques

Résultats :

Croissance économique : Primauté du droit

Résultats intermédiaires escomptés :

- Amélioration de l'environnement favorable aux entreprises

Résultats et extraits immédiats escomptés :

Système judiciaire plus juste et plus efficace dans les domaines visés.

Objectif : Réduction du temps de prise de décision judiciaire de 30 % dans les tribunaux commerciaux visés et dans d'autres tribunaux impliqués dans des affaires commerciales.

Amélioration de la législation des politiques et services juridiques et sociaux complets visant à protéger les droits des enfants.

Objectif : Entre 600 et 700 jeunes bénéficieront de nouveaux services intégrés de justice pénale (thème : enfants et jeunes).

Croissance économique : Institutions publiques responsables

Résultats intermédiaires escomptés :

- Amélioration de l'environnement favorable aux entreprises

Stratégie-pays 2009 UKRAINE

Résultats et extrants immédiats escomptés :

Meilleure réponse des institutions publiques aux besoins économiques locaux (Développement économique local).

Objectif : Huit municipalités (grande – plus de 1 million d'habitants, petite – plus de 75 000 habitants) bénéficieront de pratiques de prestation de services de développement économique local améliorées dans les domaines du développement économique, de l'efficacité énergétique et de la gestion des déchets.

Croissance économique : Environnement favorable

Résultats intermédiaires escomptés :

- Amélioration de l'environnement favorable aux entreprises

Résultats et extrants immédiats escomptés :

Simplification des procédures administratives et des cadres réglementaires et légaux au profit des entreprises.

Objectif : Quatre corps d'inspecteurs clés (taxe, incendie, sanitaire et vétérinaire) effectueront des inspections efficaces à l'aide d'une approche fondée sur la gestion des risques.

Croissance économique : Entrepreneuriat (Développement des PME)

Résultats intermédiaires escomptés :

- Amélioration de la compétitivité des petites et moyennes entreprises ukrainiennes

Résultats et extrants immédiats escomptés :

Amélioration du rendement de PME ciblées dans des régions rurales principalement.

(Des cibles centrées sur les PME hors ferme sont actuellement en cours d'élaboration)

Sécurité alimentaire : Entrepreneuriat (domaine agricole)

Résultats intermédiaires escomptés :

- Amélioration de la compétitivité des agriculteurs ukrainiens

Résultats et extrants immédiats escomptés :

Renforcement des chaînes de valeur dans des secteurs agricoles sélectionnés.

Objectif : Collaboration de 2 500 exploitants de fermes laitières et gestionnaires de coopératives à Lviv et à Dnipropetrovsk pour renforcer les chaînes de valeur.

Objectif : Augmentation des revenus de 5 000 petits exploitants en Crimée et à Zaporizhzhya grâce au développement de produits agricoles sélectionnés et des chaînes de valeur.

Intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la durabilité de l'environnement et de la société civile.

- Au niveau du résultat ultime final, les principaux bénéficiaires sont les producteurs agricoles et d'autres PME, les jeunes à risques et leurs familles, les citoyens des cinq régions visées, les femmes et les enfants. Les principaux intermédiaires sont des fournisseurs de services aux entreprises, des associations et des coopératives ainsi que des représentants du gouvernement, des juges, des fonctionnaires et des organisations de la société civile.
- Les avantages escomptés pour ces bénéficiaires sont les suivants : amélioration de l'accès aux services gouvernementaux locaux et de la qualité de ces services; amélioration de l'accès à des services aux entreprises de qualité; simplification des réglementations, des procédures et des processus administratifs dans les tribunaux et au sein du gouvernement et amélioration de leur transparence; renforcement du caractère inclusif et de la justice de la participation aux processus démocratiques; renforcement de l'indépendance, de la justice et de l'efficacité du système judiciaire et légal; et amélioration de l'égalité de l'accès aux services publics et privés entre les sexes.

Risques

- La **crise financière** aura des conséquences. Le Programme appuiera des mesures visant à renforcer les institutions financières, offrira davantage de souplesse aux partenaires ukrainiens qui contribuent

Stratégie-pays 2009 UKRAINE

aux projets, au besoin, et examinera de nouvelles options au fur et à mesure de l'évolution de la situation.